HAL open science

“Privatisation de la production urbaine” : un modèle urbain en circulation dans les contextes de Birmingham et d’Istanbul

Irène Mboumoua, Burcu Ozdirlik

▶ **To cite this version:**

Irène Mboumoua, Burcu Ozdirlik. “Privatisation de la production urbaine” : un modèle urbain en circulation dans les contextes de Birmingham et d’Istanbul. Lieux Communs - Les Cahiers du LAUA, 2011, Les modèles urbains entre courants, références et performances, 14, pp.130-153. hal-03277819

HAL Id: hal-03277819

https://hal.science/hal-03277819

Submitted on 5 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

“PRIVATISATION DE LA PRODUCTION URBAINE” : UN MODÈLE URBAIN EN CIRCULATION DANS LES CONTEXTES DE BIRMINGHAM ET D’ISTANBUL

Irène Mboumoua
LEESU, Université Paris-Est Marne-la-Vallée
Burcu Ozdirlik
Lab’Urba, Institut français d’Urbanisme,
Université Paris-Est Marne-la-Vallée

Dans le monde de l’urbanisme, comme dans d’autres milieux scientifiques, les phénomènes de circulation de modèles connaissent un engouement [1]. La réflexion sur la mondialisation a stimulé les recherches sur la diffusion de modèles d’aménagement et de gestion urbaine (Ayataç, 2007 ; Verdeil, 2005 ; Ward, 1999).

L’urbanisme se constitue en grande partie à travers la circulation d’idées, de pratiques et d’expériences à l’échelle internationale. Les concepts comme “la ville jardin”, “la ville fonctionnelle”, “la ville globale”, les théories concernant “la planification stratégique” ou bien des projets emblématiques comme Bilbao ou Barcelone deviennent des modèles et circulent à travers les frontières nationales pour influencer les pratiques locales, un processus qui contribue souvent à la reformulation des modèles en question (Nasr, Volait, 2003).

Certaines de ces circulations seraient encouragées par des processus volontaires [2] souvent conduits à l’initiative d’acteurs qui choisissent de s’inspirer de solutions expérimentées ailleurs. D’autres circulations peuvent prendre des formes coercitives et seraient “imposées” en particulier par des organisations internationales ou supra-nationales comme la Banque mondiale ou le FMI [3]. Elles seraient aussi facilitées par certaines

1 La géographie, la science politique ou encore l’économie sont concernées, mais il y a relativement peu d’études réalisées sur la circulation de modèles urbains.

2 Notamment par négociation ou par apprentissages.

3 Comme le suggèrent Dorier-Apprill et Jaglin (2002), les acteurs internationaux peuvent exercer une pression importante sur les élites nationales pour qu’elles adoptent une politique économique particulière sans avoir forcement recours à la menace de sanctions visibles, et même si les critères ne sont juridiquement pas contraignants.

logiques spécifiques. Pour Verdeil (2005), la mobilité pour les études ou pour une formation continue, le déplacement d'une aire géographique à l'autre, les carrières dans des organisations ou des firmes internationales, le jeu sur les appartenances culturelles, les compétences linguistiques seraient autant de moteurs de circulation. La circulation de modèles est aussi facilitée dans certains cas par des proximités culturelles (la langue en particulier constitue un élément central ; Gilbert, 2003).

Tout en faisant le constat d'une circulation croissante de modèles, les recherches invitent à en étudier les modalités d'appropriation par les environnements récepteurs et leurs effets sur les pratiques locales. Alors que certains auteurs suggèrent l'émergence de processus de convergence, d'autres font l'hypothèse de l'existence de modes de réception différenciés et d'ajustements territoriaux. L'introduction d'idées équivalentes dans un pays trouverait des applications différenciées dans les différents pays en fonction du milieu et des acteurs en présence. Face à l'apparente universalité d'un modèle dominant, des différenciations locales des pratiques et des solutions observées apparaissent (Dorrier-Apprill, Jaglin, 2002). Selon Pederson (2007) les idées seraient transformées en se transférant dans une localité spécifique. Les scènes locales joueraient un rôle essentiel de filtrage, d'accommodation, de déformation et de recombinaison.

Les étapes de la circulation sont aussi des moments de reformulation et d'appropriation sélective des modèles (Verdeil, 2005). Les auteurs porteurs de la théorie de la divergence suggèrent que localement, tout un travail de réappropriation est sans cesse à l'œuvre. Pour une part, ce travail est conditionné par les enjeux politiques et sociaux et les transformations dans la longue durée des sociétés locales. "Il est aussi influencé par la diversité des héritages historiques et politiques nationaux, des contextes urbains particuliers, des déterminants locaux du jeu social et politique, des rapports de forces entre catégories d'acteurs, institutionnels ou non" (Dorier Apprill, Jaglin, 2002, p. 6). Certains auteurs montrent des effets de distorsion ou une instrumentalisation du modèle importé, du moins son rôle très inégal dans le changement local.

Sur le plan méthodologique, l'approche comparative est souvent convoquée pour refléter des différences locales dans la réception de modèles. Cet article s'inscrit dans la continuité de ces travaux en s'intéressant au modèle de privatisation de la production urbaine.

LA PRIVATISATION DE LA PRODUCTION URBAINE : UN PRISME D'INTERROGATION DES LOGIQUES DE CIRCULATION ET DE RÉCEPTION LOCALE DE MODÈLES

Un ensemble de travaux font le constat d'une montée en puissance de logiques de rapprochement entre le public et le privé dans les processus de la production urbaine que nous désignons ici sous le vocable de "privatisation de la production urbaine". Il constitue l'un des modèles les plus répandus qui accompagne celui de la décentralisation depuis les années 1980 et représente un objet de recherche privilégié des chercheurs s'intéressant aux processus de circulation et de réception locale de modèles urbains.

La privatisation de la production urbaine met en cause le modèle classique de la division public/privé en faveur de différentes formes de partenariat public privé (PPP) et se traduit notamment par une réorientation de plus en plus forte des principes et modalités de la gestion urbaine par "un credo libéral dominant qui prône une rationalisation des administrations publiques, une généralisation des régulations marchandes et une multiplication des partenariats public/privé" (Dorier Apprill, Jaglin, 2002, p. 5). Elle prend des formes plus ou moins formelles : formes contractuelles de PPP ; développement de stratégies de croissance (*pro growth*) ou de projets immobiliers de prestige ; déréglementation de systèmes de planification.

Constituant l'un des fondements idéologiques de la privatisation de la production urbaine, le néolibéralisme est considéré comme "un vaste répertoire international où chacun des gouvernements a largement puisé des techniques et des arguments nationaux pour réorienter son action" (Jobert, 1994, p. 10). Dans les pays du nord comme du sud, le néolibéralisme s'est développé sous la pression conjointe de plusieurs facteurs : incertitude, crise fiscale, risques croissants, manque d'investissements publics, etc. On pourrait y ajouter les phénomènes d'internationalisation et de financiarisation des marchés, mais aussi le rôle de certains forums de diffusion (scientifiques, politiques…). Plusieurs travaux illustrent bien le rôle de la crise (économique, urbaine, etc.) dans la montée en puissance de cette idéologie (Jobert, 1994 ; Lorrain, 2010). Dans les pays du nord, cette crise explique le développement dans de nombreuses villes en difficulté financière dans les années 1970 (New-York, grandes villes britanniques…) de solutions nouvelles reposant sur des stratégies pro growth et des politiques de régénération de sites industriels faisant appel au privé. Pour Lorrain (2010), le néolibéralisme émerge aussi à

un moment où certaines conceptions de l'action publique sont réévaluées. Il trouve un écho favorable auprès de divers forums scientifiques et politiques. "Les idées favorables aux marchés, à la liberté de l'entreprise, à la concurrence prennent le pas, portées par quelques figures académiques (Freidrich Hayek ou Milton Friedman) et surtout popularisées et traduites en règles de droit par Ronald Reagan président des États-Unis de 1980 à 1988 et par Margaret Thatcher, Premier ministre britannique de 1979 à 1989" (Lorrain, 2010). Les pays du sud en constituent souvent des terrains privilégiés d'expérimentation avant son application dans d'autres pays (Harvey, 2006). Dans ces pays, sa diffusion est aussi poussée par des instances internationales comme la Banque mondiale à partir des années 1980 et facilitée parfois par des gouvernements autoritaires, qui utilisent des méthodes coercitives pour supprimer toute résistance (comme en Turquie).

La privatisation de la production urbaine est souvent traitée sous le volet de la "bonne gouvernance" où le rapprochement entre le public et privé est préconisé comme une des reformes à entreprendre dans la lignée du néolibéralisme. Les travaux de recherche font émerger des axes d'analyse concernant la diffusion et l'appropriation du modèle dans des contextes nationaux et locaux différents, mobilisables dans une lecture comparative. La circulation de ce modèle revêt plusieurs formes (*pro-growth strategies*, projet de prestige, PPP). Elle peut résulter de logiques différentes (coercitives/non coercitives ; formelles/informelles). Localement, elle est soutenue par des acteurs ou des événements facilitateurs ou peut susciter des résistances. Ce qui donne lieu à des reformulations ou à des ajustements divers du modèle "qui révèle à la fois la permanence des modèles anciens avec lesquels il faut composer" (Jobert, 1994, p. 10) ou à la création d'instances et d'instruments spécifiques. Ces réceptions différenciées semblent en particulier visibles entre le nord et le sud compte tenu des traditions historiques différentes et des jeux d'acteurs en présence.

Ce travail interroge la diffusion du modèle de la privatisation dans les pays du nord et du sud et étudie les formes que ce modèle prend dans le domaine de la production urbaine en Angleterre (Birmingham), en tant qu'émetteur, et en Turquie (Istanbul), en tant que récepteur, aux échelles nationale et locale. Comment ce modèle circule-t-il et comment permet-il de produire une action spatiale de transformation urbaine ? Produit-il les mêmes effets dans les contextes du Nord et du Sud ?

Les contextes de l'Angleterre et de la Turquie présentent des différences de tradition et d'histoire mais ils se rapprochent par l'appel constant à l'acteur privé dans la production urbaine. À l'échelle nationale, les deux pays remettent en cause le keynésianisme en faveur du néolibéralisme comme paradigme dominant à partir des années 1980, ce qui a des conséquences importantes sur la restructuration des rôles du public et du privé et dans les modalités de la production urbaine. Ces évolutions ont un impact à l'échelle locale. La ville de Birmingham s'appuie sur le privé pour revitaliser son centre-ville déqualifié par la décentralisation industrielle. Le privé accompagne la création de centres commerciaux ou de quartiers d'affaires tout en participant à la requalification de l'espace public. À Istanbul, les autorités publiques privilégient aussi depuis les années 1980 une relation avec les acteurs privés qui investissent dans le développement de projets immobiliers, d'hôtels de luxe ou de surfaces de bureaux. Ces deux contextes permettent d'illustrer les différentes formes de diffusion (formelles/informelles ; coercitives/non coercitives) et de réception du modèle de privatisation dans les pays du Nord et du Sud aux échelles nationale et locale.

Pour mener cette comparaison, nous utiliserons la grille suivante : les modalités de circulation du modèle aux échelles nationales et locales (acteurs facilitateurs, référentiels) ; les modalités de réception (jeu d'acteurs, instruments développés) ; la mobilisation du modèle dans l'action de transformation urbaine.

LE MODÈLE URBAIN DE "PRIVATISATION DE LA PRODUCTION URBAINE" AU PRISME DES CONTEXTES NATIONAUX ET LOCAUX

Les modalités de circulation aux échelles nationale et locale

En Angleterre et en Turquie, les conditions d'émergence et de diffusion du modèle de privatisation de la production urbaine s'inscrivent comme dans la plupart des pays dans un contexte de crise. En Angleterre, cette crise est amorcée dans les années 1970 et s'accélère dans les années 1980 sous l'ère du gouvernement de Margaret Thatcher. Plusieurs villes (Sheffield, Birmingham, Manchester) font face à des difficultés économiques importantes causées notamment par le départ d'industries. Ces départs laissent d'immenses friches industrielles en centre-ville (Le Galès, Parkinson, 1994) et entraînent une perte massive d'emplois. En Turquie, c'est le premier choc pétrolier de 1973 qui mène à l'augmentation du déficit monétaire, de l'inflation et du chômage entre 1977

et 1979. Ces développements ont des conséquences sur le plan économique, social et politique et préparent l'intervention militaire de 1980 (Ataay, 2001) [4]. À l'échelle urbaine, les effets principaux sont le manque d'investissements publics, la montée de la pauvreté et de la violence urbaine et la prolifération de bidonvilles.

Dans les deux pays, la diffusion du modèle de privatisation de la production urbaine est poussée au niveau national par des acteurs "facilitateurs" et est d'autant plus accélérée qu'elle s'inscrit dans un contexte de remise en cause des modèles de référence antérieurs et des consensus précédents. En Angleterre, elle est promue par le gouvernement de Margaret Thatcher fraîchement élu en 1979. Face à la crise, il décide d'appliquer les recettes du néolibéralisme en remettant en cause le keynésianisme dominant et le consensus politique antérieur accordant un rôle prévalant aux collectivités territoriales dans la gestion urbaine. Selon une démarche coercitive, il opère une recentralisation et introduit de nouveaux instruments pour ouvrir le processus de production urbaine au secteur privé et par la même occasion marginaliser les collectivités locales considérées comme responsables de la crise [5]. En Turquie, la privatisation est une des clauses du néolibéralisme dont la diffusion est promue par la Banque mondiale et le fonds monétaire international (FMI). Ce choix est justifié par la crise et la remise en cause du modèle précédent, "l'industrialisation par substitution aux importations" [6]. La diffusion du néolibéralisme est facilitée par le gouvernement militaire entre 1980 et 1983 et par les gouvernements centraux successifs [7]. Turgut Özal, ministre des affaires économiques entre 1980 et 1983 et premier ministre de 1983 à 1991, en est l'auteur principal [8]. Özal centralise le pouvoir d'action et de décision au sein du cabinet du premier ministre pour faciliter ce processus et favorise des instruments ad-hoc pour éviter les conflits d'intérêt (Sönmez 2008) [9]. Cette recentralisation du pouvoir est accompagnée

4 En Turquie, contrairement au Royaume-Uni, la crise économique est accentuée par une crise politique qui aboutit à des confrontations violentes entre les différents groupes politiques. Ce contexte prépare le coup d'État de 1980 qui instaure un régime militaire jusqu'en 1983.

5 Comme le note Halleux (2004), les années 1980 correspondent à une défiance du gouvernement conservateur vis-à-vis des autorités locales, fréquemment de gauche dans les villes importantes.

6 Ce modèle prévoit la limitation voire l'interdiction du commerce international, ce qui protégerait l'industrie nationale et fournirait la poussée nécessaire pour le développement de l'industrie privée. (Yerasimos 2005).

7 La plupart des chercheurs insistent sur les effets facilitateurs de l'intervention militaire de 1980 dans la diffusion du modèle économique néolibéral. Les mesures autoritaires entreprises par le gouvernement militaire entre 1980 et 1983 comme l'interdiction des partis et des hommes politiques, l'interdiction des manifestations et des grèves, la fermeture des ONG et la censure de la presse turque permettent de contrôler toute résistance sociale ou politique au début des années 1980.

8 Özal fait une partie de ses études supérieures aux États-Unis et admire ce pays dont le succès dépend, selon lui de l'idéologie libéral. Il est en même temps familier avec les politiques du FMI où il travaille en tant que consultant sur des projets spéciaux entre 1971 et 1973. (Laçiner 2009)

9 Une stratégie identique fut aussi adoptée par les gouvernements d'Amérique Latine à la même période.

par la décentralisation de l'État à partir de 1984 où les compétences relatives au développement urbain sont transférées aux gouvernements locaux.

Dans les deux contextes, la promotion nationale du néolibéralisme et du modèle de privatisation de la production urbaine par le gouvernement central connaît des évolutions différentes dans le temps où divers outils et stratégies sont déployés. Initiateur du mouvement dans le contexte britannique, le gouvernement de Margaret Thatcher développe une série d'outils formels pour promouvoir les partenariats avec le secteur privé. Un exemple emblématique est notamment la création de 13 agences de développement urbain (Urban Development Corporation). Organisations privées destinées à prendre un rôle prédominant dans les politiques urbaines, les UDC incluent des membres du gouvernement et sont imposées aux grandes villes. Elles mettent aussi l'accent sur la régénération physique et la réalisation de projets de prestige "en s'appuyant sur une idée néolibérale qui postule que les collectivités bénéficieront des effets induits par ces investissements" (Halleux, 2004). Les UDC visent à instituer le dépassement du keynésianisme et à en démanteler les principales institutions (Béal, Rousseau, 2008). Dans la même lignée, le gouvernement introduit aussi divers outils financiers tels que le City Grant. En élaborant sa stratégie de privatisation néolibérale, le gouvernement conservateur s'inspire directement des États-Unis. Le City Grant s'inspire de l'Urban Development Action Grant (UDAG), un outil financier créé par l'administration américaine et traditionnellement mobilisé dans les villes américaines pour octroyer des subsides afin d'orienter les investisseurs privés vers les zones urbaines en crise. Sur la base du modèle américain, le gouvernement de Margaret Thatcher introduit d'abord les Urban development Grant (UDG) en 1982 puis les Urban Regeneration Grant (URG) en 1987. C'est la fusion de ces deux outils qui donne naissance en 1988 au City grant. Cet outil permet au gouvernement central d'allouer directement des subsides aux entreprises privées prêtes à réaliser des projets immobiliers dans les zones en difficulté.

Avec l'arrivée de John Major et plus tard de Tony Blair, ces politiques de privatisation néolibérale sont assouplies. "La phase de démantèlement des institutions issues du compromis keynesiano-fordiste s'achève et laisse la place à une phase au cours de laquelle de nouvelles politiques et de nouveaux instruments sont créés pour institutionnaliser certains acquis de la phase

précédente (centralisation et partenariats) et surtout pour réparer les effets néfastes les plus visibles de l'application des principes de marché" (Béal, Rousseau, 2008). Le gouvernement de John Major institue le City Challenge puis le Single Regeneration Budget (SRB) dont la philosophie est de conditionner l'allocation de ressources à la constitution de partenariats entre le public et le privé. Tony Blair redonne un rôle de premier plan aux collectivités locales dans la constitution de partenariats stratégiques locaux associant acteurs publics et privés.

En Turquie, la diffusion du néolibéralisme n'est jamais remise en cause. Au contraire, les politiques adoptées deviennent de plus en plus poussées, structurées et formelles sous la tutelle de gouvernements centraux de gauche comme de droite [10]. Le développement urbain reste un sujet peu évoqué par le gouvernement central et les outils mis en place, notamment les décrets et les lois, sont souvent proposés comme des réponses *ad-hoc* à des problèmes immédiats. Ces outils organisent, en grande partie, la recentralisation et la décentralisation des pouvoirs de décision pour favoriser l'entreprise privée dans la production urbaine et proposent des aides financières et administratives pour encourager l'investissement privé. La loi numéro 2634 relative à la promotion du tourisme est, par exemple, mobilisée pendant la période 1989-1992 par le gouvernement central pour intervenir à l'échelle urbaine et pour bloquer la résistance de certains gouvernements locaux concernant l'octroi de droits de construction exceptionnels à des investisseurs privés [11]. La loi numéro 5366 relative à "la protection et l'utilisation du patrimoine historique et culturel dégradé" est élaborée en 2005 pour transférer, cette fois-ci, les pouvoirs concernant les zones de protection du patrimoine historique et culturel du gouvernement central aux gouvernements locaux. Ce transfert permet aux municipalités de développer des projets d'aménagement urbain en partenariat avec des développeurs publics et privés dans les quartiers qui sont sous la protection de l'État. D'autres outils initialement développés par les gouvernements centraux pour les secteurs de l'énergie et de l'industrie (comme la privatisation, les PPP, le *built-operate-transfer*) sont souvent détournés à l'échelle locale pour être mobilisés dans le développement urbain [12].

10 La mise en place de ces politiques est assurée par les programmes initiés en coopération avec la Banque mondiale et le FMI après les crises économiques de 1994 et 2001, et avec l'Union Européenne (UE) après l'ouverture des négociations pour l'adhésion de la Turquie.

11 La loi met en place des aides financières et administratives pour encourager l'investissement privé dans des "zones de développement touristique".

12 *Build-operate-transfer* est un dispositif de financement où l'acteur privé reçoit une concession pour financer, concevoir, construire et gérer un équipement public.

Au niveau local, ces différentes phases de promotion de formes de privatisation de la production urbaine initiées par les gouvernements centraux sont reçues de manière variée et connaissent des succès différents, donnant lieu parfois à des résistances ou à des oppositions.

En Angleterre, les autorités locales ont oscillé entre opposition et acceptation, ou encore recherche de solutions alternatives de partenariat avec le privé. Les UDC de Margaret Thatcher notamment ont parfois suscité de violentes oppositions dans certaines municipalités. Nombre de tensions sont apparues entre les gouvernements urbains et les UDC, compliquant leur coopération (Stewart et Stocker, 1989) [13]. Certaines villes, souvent de couleur politique différente (souvent travaillistes), ont critiqué ce dispositif. Parallèlement à cette double logique, plusieurs villes tentent de développer aussi des stratégies alternatives de partenariat avec le privé pour revitaliser leurs centres urbains. C'est dans ce contexte que certaines se sont intéressées à l'expérience de leurs consœurs américaines telles que Baltimore ou Boston dont la renaissance spectaculaire s'est appuyée sur le développement de projets phares et de stratégies de croissance (*pro-growth*). Les acteurs locaux ont vu ces projets comme des leviers potentiels pour attirer de nouvelles activités économiques et changer l'image des zones en crise vis-à-vis des investisseurs privés. Au niveau local, des voyages ont été organisés pour mieux connaître ces expériences, contribuant à la diffusion locale du modèle américain dans plusieurs villes anglaises.

En Turquie, la diffusion du modèle de privatisation de la production urbaine à l'échelle locale dépend de la couleur politique des différents gouvernements et est facilitée ou bloquée selon les affinités entre les gouvernements centraux et locaux. Les gouvernements locaux de gauche qui remportent les élections municipales de 1989 remettent en cause, par exemple, le rapprochement entre le public et le privé ainsi que la légitimité et la mobilisation d'instruments *ad-hoc*. Ils prennent des mesures pour bloquer les projets urbains et architecturaux développés par leurs prédécesseurs en collaboration avec des ONG, ce qui aboutit à des affrontements médiatiques et juridiques entre les gouvernements locaux et centraux jusqu'en 2004 où un équilibre politique est de nouveau atteint [14]. Ce positionnement des gouvernements locaux de gauche sur le plan politique est largement fondé sur le keynésianisme.

13 Cité par Béal et Rousseau (2008).

14 L'autonomie relative de gouvernements locaux en matière de développement urbain est remise en question par les différents gouvernements centraux successifs pendant ce temps.

Mais dans la gestion urbaine quotidienne, ces gouvernements s'approprient pleinement le modèle de la privatisation de la production urbaine et ses outils. Les gouvernements locaux de gauche, comme de droite, adoptent les politiques et stratégies développées par les gouvernements centraux ce qui assure la diffusion du modèle à l'échelle locale. Ils s'inspirent en même temps des expériences d'autres pays et villes occidentales pour développer leurs propres outils d'action pour moderniser le tissu urbain, pour inciter le développement de nouveaux équipements et pour améliorer les services urbains. La ville nord-américaine sert de modèle dans la constitution d'un imaginaire urbain et dans l'orientation des différents projets publics et privés. Les différentes formes de PPP initiées par les gouvernements de Thatcher et de Reagan sont mobilisées pour promouvoir l'entreprise privée.
Ces logiques de réception locale des modèles de privatisation promus par le gouvernement central sont particulièrement visibles dans les contextes de Birmingham et d'Istanbul. La partie suivante en décrit les modalités et s'intéresse aussi à la manière dont ce modèle est mobilisé dans l'action de transformation urbaine, ainsi qu'aux effets qu'il induit.

Réception locale et transformations urbaines à Birmingham et Istanbul

Située au cœur de la Région des West Midlands, Birmingham s'est particulièrement illustrée en refusant tous partis confondus la création d'une UDC (Masboungi, 2006). Elle accepte cependant quelques années plus tard la mise en place d'une UDC. En même temps, la ville tente de promouvoir des formes alternatives de PPP qui s'inspirent directement des expériences américaines en parallèle des outils déployés par le gouvernement central. Elle a initié des stratégies proactives de croissance reposant sur la réalisation d'opérations phares et l'appel au secteur privé à l'instar de ses consœurs américaines, pour redynamiser son centre-ville en déclin économique et urbain (le centre-ville était notamment enserré par un collier de béton).
La stratégie s'inspire d'une série de visites de l'équipe municipale à Phoenix (Arizona) en 1981, puis à Baltimore, encouragées par le leader du City Council de l'époque Dick Knowles. Au-delà de l'influence américaine, cette stratégie se fonde aussi sur l'organisation de trois workshops de 1987 à 1988, connus sous le nom de Highbury Initiative. Conduits sous l'impulsion de Sir Albert Bore, adjoint au développement économique en 1987 (et leader du City Council de

	Angleterre	Turquie
Contexte d'émergence	crise	crise
Acteur facilitateurs	instances nationales (gouvernement de Margaret Thatcher) ; influence des États-Unis	organismes internationaux (Banque mondiale et FMI) acteurs et instances nationales (gouvernement militaire; gouvernement de Turgut Özal) ; influence de l'Angleterre et des États-Unis en tant qu'émetteurs
Modèle de privatisation	application des recettes du néolibérales dans l'économie et dans la production urbaine ; recentralisation politique	application des recettes néolibérales dans l'économie ; recentralisation de pouvoirs étatiques à l'échelle nationale, décentralisation à l'échelle locale
Logiques de diffusion	logique coercitive	logique coercitive, diffusion graduelle
Conséquences	remise en cause du Keynésianisme	remise en cause du modèle d'industrialisation aux importations
Instruments mobilisés pour promouvoir le rapprochement public privé	instruments formels (Urban Development Corporations inspiré d'outils américains) ; recentralisation politique	instruments informels et/ou *ad-hoc* ; formes de PPP ; *built operate transfer*, déréglementation du système de planification
Tensions locales dans la réception du modèle	résistances et modèle contourné : critique des UDC et développement de stratégies alternatives de PPP fondés inspirés des États-Unis (coalitions de croissance)	adoption ou résistance selon la couleur politique et les affinités entre les niveaux nationaux et et locaux ; détournement des outils par le gouvernement national

Modalités de circulation du modèle aux échelles nationale et locale.

1999 à 2004), ils réunissent des élus, chefs d'entreprise, architectes et urbanistes britanniques et internationaux, sollicités pour imaginer le programme de régénération du centre-ville.
Les voyages tout comme la conférence de Highbury inspirent la définition du plan stratégique de Birmingham autour d'axes clés : équiper le centre-ville pour en faire un lieu de tourisme d'affaires (centre de congrès et salles de concert, complexe sportif National Indoor Arena) et l'embellir (rénovation des canaux, parcours piétons, mixité d'usage et art public), constituer un pôle commercial de premier plan, casser le collier de béton (Masboungi, 2006). Ils permettent aussi d'esquisser plusieurs projets phares pour faire levier à l'investissement privé. Dick Knowles tire de sa visite de Phoenix l'idée de construire un centre de congrès international, dénommé International

Convention Centre (ICC). La visite de Baltimore inspire la réalisation du quartier de Brindley Place, structuré autour des canaux.
Capitale économique du pays, Istanbul est jusqu'aux années 2000 la seule ville où le néolibéralisme exerce un réel impact sur le processus de production urbaine et ce malgré la résistance des gouvernements métropolitains et de la société civile. La diffusion du modèle de la privatisation de la production urbaine est assurée par le premier ministre Özal qui voudrait renforcer l'image d'un pays fort et dynamique et faire d'Istanbul la vitrine de la Turquie moderne (Keyder, Öncü, 1993). L'élection à la tête du gouvernement métropolitain d'Istanbul de Bedrettin Dalan en 1984, qui embrasse les mêmes politiques, facilite la constitution d'un projet commun aux deux hommes politiques, faire d'Istanbul un centre international de finance et de commerce. Pour ce faire, ils jouent un rôle proactif et forment des partenariats plus ou moins formels avec les acteurs privés [15].
Deux modèles dominants encadrent les politiques et les actions entreprises : la ville nord-américaine, qui alimente l'imaginaire urbain ; et les PPP développés en Angleterre et aux États-Unis, qui servent d'outil d'action. La ville américaine émerge comme la référence qui guide les deux hommes politiques dans la réalisation de ce projet de modernisation qui reste flou et peu formalisé. La skyline de New York constitue pour eux le paysage idéal "d'un imaginaire urbain qui allie la puissance, la richesse et la liberté" (Staszak, 2001, p. 11). C'est pourquoi toute entreprise privée contribuant à la production d'un tel paysage est encouragée. Le maire exige des investisseurs de travailler avec des architectes américains et d'effectuer des voyages aux États-Unis pour s'inspirer de l'architecture de gratte-ciels américains. Galleria, le premier centre commercial d'Istanbul s'inspire par exemple de "The Galleria" de Houston. Les premières tours de bureaux reprennent le modèle de la Trump Tower. Les projets publics s'inspirent également d'autres projets internationaux comme par exemple le projet d'assainissement de la Corne d'Or qui est basé sur le projet de Harbour Quay à Baltimore (Öç, Tiesdell, 1994).
Les différentes formes de PPP développées par les gouvernements de Thatcher au Royaume-Uni et de Reagan aux États-Unis servent d'inspiration pour réaliser ces différents projets. C'est en présence du Premier ministre turc et du maire métropolitain d'Istanbul que Margaret Thatcher insiste sur le rôle moteur que les investisseurs privés devraient jouer dans le développement urbain.

15 Tout rapprochement entre le public et le privé est considéré comme un partenariat et prend des formes différentes allant du partenariat public privé (qui est une forme contractualisée) à la corruption (une de formes les plus opaques et les moins formalisées).

L'objectif est de donner la priorité aux investissements privés et de ne pas les bloquer par des règles de planification (Karaku, 2008, p. 45). Cette stratégie est appropriée par les deux hommes politiques et les différentes formes de PPP sont mobilisées pour en faire un dispositif ad-hoc, flexible et peu formalisé.

Dans les deux villes, la démarche de promotion de la privatisation de la production urbaine est proactive et graduelle. La diffusion du modèle à l'échelle locale est encadrée par la présence d'une stratégie politique de développement local et de transformation urbaine. Elle est très liée au cadre institutionnel et au jeu des acteurs politiques.
À Birmingham, la démarche adoptée par la ville pour faire intervenir le privé dans le développement de projets urbains se veut pragmatique. Dans un pays à faible tradition de planification, la stratégie repose sur la souplesse du plan masse et sur un fort investissement de la puissance publique dans les premières phases. Les leaders municipaux successifs (notamment Dick Knowles et Sir Albert Bore) avaient conscience que l'investissement du secteur privé ne pouvait s'engager sans une action forte de la puissance publique.
Certains projets ont donc été financés par la puissance publique, comme l'ICC ou le National Indoor Arena, un complexe sportif prévu pour les compétitions nationales et internationales. Construit en 1991, l'ICC a bénéficié de fonds publics émanant notamment de l'Union européenne. En choisissant de financer ces différents projets, le City Council anticipait alors la croissance de l'investissement privé qui allait suivre (Taylor, 2006).
Les projets phares réalisés par la puissance publique ont créé les conditions pour attirer des développeurs privés. Le financement de Brindley Place, notamment, est exclusivement privé. Sous-produit des opérations de l'ICC et du complexe sportif Arena, le terrain de construction est d'abord vendu à un consortium puis racheté par le développeur Rosehaugh qui prévoit d'investir 80 millions de livres (environ 100 m.) sur un projet mixte articulant bureaux, commerces et logements (en conformité avec les demandes de la municipalité). En 1992, quand Rosehaugh fait faillite, le développeur Argent reprend le projet en gardant les grandes lignes notamment les principes de mixité d'usage définis par la municipalité [16]. En se lançant dans l'aventure, souligne le directeur d'Argent, "le pari tenait en trois éléments : le coût très bas du terrain (3 millions de £), la proximité du centre et

16 Ceux-ci sont toutefois atténués par les partenaires financiers d'Argent qui souhaitent davantage de séparation entre les fonctions. La crise immobilière qui est survenue à l'époque a obligé les partenaires privés à revoir les objectifs en matière de mixité d'usage...

Le quartier de Brindley place.
Photo : Andres, 2011.

les investissements réalisés par la municipalité alentours (l'ICC, le complexe sportif Arena), la piétonisation des espaces publics (...). Sans ces investissements publics qui assurent la relation du quartier avec le centre-ville, le projet aurait été impossible" (Taylor, 2006). Argent a aussi contribué à la restructuration de Broad street (une rue aux bars très animés) en créant un BID [17].

Cette intervention du privé était d'autant plus importante qu'à partir de 1994, l'investissement direct du public commence à décliner. Nombre d'investissements ultérieurs ont été faits par le privé. C'est le cas du Mailbox, un ancien tri postal transformé en un complexe multifonctionnel avec des bureaux, des restaurants, des boutiques de luxe et des hôtels. Il en est de même pour Bullring, un centre commercial devant en remplacer un autre devenu obsolète. Achevé en 2003, il est porté par deux développeurs privés, Hammerson et Land Securities, et un investisseur, Henderson. La municipalité avait des exigences fortes par rapport au projet (réaliser Bullring en priorité, faire passer en souterrain une voie rapide, prendre en charge la réhabilitation de l'Église St-Martin).

17 *Business Improvement District*. Ce sont des associations de gestion de centre-ville. Elles gèrent l'éclairage, organisent des événements, paient les vigiles qui complètent la police. Elles assurent le nettoyage des rues et des places.

La Corne d'Or après la décentralisation des industries lourdes des berges et le réaménagement des espaces verts.
Photo : Ozdirlik, 2011.

À Istanbul, Özal et Dalan mettent en place une politique volontariste pour promouvoir l'entreprise privée. La déréglementation du système de planification urbaine permet d'accorder des droits de construction exceptionnels pour encourager le développement de projets immobiliers. L'inefficacité du système de planification urbaine dans la régulation de l'urbanisation rapide des années 1960 et 1970 facilite sa remise en cause et l'adoption d'une approche par projet.

Différentes formes de PPP plus au moins formelles sont introduites à l'aide d'instruments *ad-hoc* qui s'accrochent au cadre juridique existant et qui le transforment dans le temps. Le gouvernement métropolitain d'Istanbul réalise ainsi, avec l'aide du gouvernement central, de grands projets d'assainissement, d'infrastructure et de communication pour promouvoir l'entreprise privée (comme par exemple le projet d'assainissement de la Corne d'Or). Il encourage et facilite en même temps le développement de projets immobiliers privés, d'hôtels, de centres commerciaux, de bureaux, d'habitat de luxe, qui sont considérés comme les composantes indispensables d'une ville "moderne" et "attirante". Ces projets sont réalisés par les investisseurs privés à l'initiative

de ces deux hommes politiques qui les soutiennent sur le plan financier et juridique. Özal et Dalan encouragent les partenariats entre les investisseurs privés et les banques publiques pour faciliter le financement des travaux (pour le quartier de Bahçesehir). Ils organisent l'allocation de terrains du domaine public pour encourager les investissements privés (pour le centre commercial Galleria). Ils mettent en place des exonérations fiscales et l'octroi de crédits publics à bas coût. Ils accordent des droits de construction exceptionnels et facilitent l'octroi de permis de construire (pour les différents projets de bureaux qui constituent les premiers composants du nouveau centre d'affaires d'Istanbul).
Ces nouveaux projets se distinguent par leur échelle. Leur programmation et leur langage architectural tiennent un caractère "dominant" dans le paysage urbain et le transforment. Contrairement à Birmingham, ils se développent en l'absence de toute stratégie spatiale en fonction des opportunités foncières, ce qui leur donne un caractère aléatoire et fragmenté, une des spécificités le plus critiquées de cette nouvelle manière de faire la ville. Les montages institutionnels et financiers sont réalisés dans la plus grande opacité, ce qui crée des ambiguïtés concernant leur légitimité et provoque de la résistance de la société civile. Ces politiques publiques proactives évoluent vers des logiques plus facilitatrices, avec l'émergence d'un marché d'immobilier et le développement d'une véritable industrie immobilière turque.

À Birmingham, comme à Istanbul, la diffusion du modèle aboutit à la redéfinition du rôle du public et du privé. Les acteurs privés deviennent de plus en plus proactifs dans leur démarche, alors que les acteurs publics adoptent un rôle de facilitateur, notamment à partir des années 2000.
À Birmingham, les opérateurs privés ont joué un rôle crucial dans l'action de transformation urbaine du centre-ville et ont vu leur capacité d'action grandir. Dans la plupart des cas, ils assurent à la fois des missions de requalification urbaine, de restructuration et de gestion des espaces publics, d'où la privatisation de certains espaces publics [18]. Le rôle de la puissance publique a lui aussi progressivement évolué. Très présente au début des années 1980, l'autorité publique a joué au fur et à mesure un rôle de facilitateur [19] de l'action privée, entretenant des liens de confiance

18 Ces espaces sont gérés par l'acteur privé qui a l'obligation de les maintenir ouverts au public.

19 Comme le suggère Gravelaine (2006), les conseils municipaux ont progressivement endossé un nouveau rôle pour diriger des projets de croissance. Ils deviennent facilitateurs d'investissements privés, moteurs de partenariats. La municipalité de Birmingham entretient des liens de confiance avec les développeurs. Un leadership politique ferme porte une vision urbaine claire, à la définition de laquelle les partenaires privés sont invités à participer.

Le nouveau centre d'affaires d'Istanbul développé le long l'axe de Büyükdere par les investisseurs privés.
Photo : Ozdirlik 2011.

avec les développeurs. Son rôle reste néanmoins crucial dans certains aspects (négociation des baux, prise en charge des aménagements et des accès, expropriations). L'engagement politique reste aussi un élément fort pour soutenir l'action des développeurs privés (notamment pour Brindley Place et Mailbox). Le privé s'engage à respecter les attentes du public (notamment le maintien de l'ouverture des espaces publics, malgré une privatisation partielle). Le projet Bullring, notamment, a été très largement négocié avec la ville.
À Istanbul, la diffusion du modèle modifie dans un premier temps le rapport des acteurs privés à l'investissement immobilier. Les acteurs privés qui sont dissuadés par la réussite limitée de l'industrie turque réorientent leur champ d'action vers le secteur tertiaire et l'immobilier. Les retours d'investissement élevés de premiers projets sont à l'origine du développement d'une industrie immobilière à partir des années 1980. Les acteurs privés deviennent dans ce processus de vrais partenaires pour le développement de nouveaux équipements urbains. La rente urbaine devient, par conséquent, un instrument important dans la promotion de l'investissement privé dans le domaine de

	Birmingham	Istanbul
Contexte	crise économique/ urbaine (déclin du centre-ville ; enjeu de requalification); crise politique (tensions entre le gouvernement central et local)	pauvreté et violence urbaine ; prolifération de bidonvilles ; manque d'investissements public/ privés et d'équipements
Logiques et référentiels	rejet des dispositifs nationaux (UDC) ; recherche de solutions alternatives de PPP directement inspirées des Etats Unis (projet de Baltimore et Phoenix)	ville nord-américaine et les projets comme Harbour Quay à Baltimore; PPP développés en Angleterre et aux États-Unis
Moteurs de diffusion	voyages et visites de l'équipe municipale pour trouver des solutions et contourner les logiques gouvernementales	voyages et visites des investisseurs privés ; réunions de travail avec les acteurs internationaux
Mobilisation dans l'action de transformation urbaine	développement de formes de PPP alternatives comme les coalitions de croissance pour le financement de projets urbains ; la stratégie repose sur une vision municipale et un plan stratégique	cofinancement des projets ; allocation de terrains du domaine public ; exonérations fiscales et l'octroi de crédits publics à bas coût : octroi de droits de construction exceptionnels et l'octroi de permis de construire
Effets	évolutions du rôle de la puissance publique et du secteur privé	évolutions du rôle de la puissance publique et du secteur privé

Réception locale et transformations urbaines à Birmingham et Istanbul.

l'urbanisme. La montée en puissance des acteurs privés et le rôle proactif qu'ils jouent ne se traduisent en aucun cas par une absence de politiques de la scène urbaine, au contraire. Le pilotage et la régulation de la production urbaine, précédemment traités comme des compétences techniques, sont appropriés par les politiques aux échelles nationale et locale [20]. La déréglementation du système de planification est instrumentalisée comme un levier pour travailler avec les acteurs privés et l'attribution de droits de construction exceptionnels devient un élément de négociation.

20 La ville émerge comme un acteur principal avec la décentralisation de l'Etat et la création de gouvernements locaux.

CONCLUSION

La diffusion du modèle de privatisation de la production urbaine prend des formes différentes dans les deux pays étudiés malgré la similitude de certains processus et de certains effets sur le rôle du public et du privé dans la production urbaine. Ce sont les acteurs nationaux qui sont à l'origine de sa circulation au Royaume-Uni en s'inspirant de grands courants de pensée et des

États-Unis. Ces acteurs nationaux optent pour une diffusion coercitive, la mise en place de reformes globales et la mobilisation d'instruments formels. En Turquie, ce sont également les acteurs nationaux qui jouent un rôle important dans la diffusion, mais cette fois-ci à l'incitation d'instances internationales. Ce processus est facilité dans un premier temps par la présence d'un gouvernement militaire autoritaire. Les acteurs nationaux choisissent une stratégie de transformation graduelle avec des instruments *ad-hoc* qui s'accrochent au système existant et le transforment. Les voies de diffusion (volontaires ou pas) ne semblent pas être en corrélation avec les modes de diffusion (coercitif ou non) mobilisés ou avec l'échelle de reformes structurelles mises en place.

Dans les deux pays, la diffusion du modèle est facilitée par la recentralisation du gouvernement central, qui s'accompagne parfois d'une décentralisation à l'échelle locale [21]. Ces deux mouvements réciproques font de la relation entre le gouvernement central et les gouvernements locaux une composante stratégique de la diffusion. La diffusion est largement conditionnée, dans les deux cas, par des conflits politiques survenant parfois entre les deux niveaux donnant lieu à des résistances, surtout à l'échelle locale. L'affrontement qui en résulte est plus prononcé quand les deux gouvernements sont de couleurs politiques différentes (notamment avec les UDC en Angleterre. On le voit aussi à Istanbul après les élections municipales de 1989). La diffusion du modèle et ses effets à l'échelle locale sont en même temps accentués par la présence d'une stratégie politique de développement local (comme à Birmingham et Istanbul). À Istanbul et Birmingham, cette stratégie pousse les acteurs locaux à promouvoir l'investissement privé pour la mise en place de différents projets.

21 Au Royaume Uni, le mouvement de décentralisation a lieu après l'élection au pouvoir de Tony Blair.

La diffusion du modèle aboutit finalement à la redéfinition du rôle du public et du privé d'un côté et du politique et du technique de l'autre dans la production urbaine. Les gouvernements locaux adoptent dans les deux contextes des politiques proactives pour promouvoir l'investissement privé, ce qui les oblige à être présents et actifs sur la scène d'action pour impulser le mouvement. Les acteurs économiques semblent être moins présents à cette phase. Dans les deux pays, les acteurs publics jouent un rôle de "facilitateur" à partir du moment où le mouvement est enclenché et les acteurs économiques deviennent proactifs à leur tour (ce processus se mettant en place à travers des ajustements). Cela ne donne pas lieu néanmoins à une réduction du rôle

de l'acteur public. Au contraire, dans le contexte turc, la dérégulation du système de planification semble offrir au politique une marge de manœuvre qui n'est pas contrainte par les techniciens et les enjeux techniques. En l'absence de toute norme et règle, que nous pourrions qualifier de technique, le politique agit dans un contexte d'action peu formalisé, ce qui le rend très puissant. Dans le contexte anglais, ce sont les règles adoucies de planification et l'existence d'un projet global développé par le politique et les techniciens qui encadrent les différents investissements publics et privés et qui assurent la cohérence d'ensemble.

BIBLIOGRAPHIE

ARAB, N., (2007)
"À quoi sert l'expérience des autres ? *Bonnes pratiques* et innovation dans l'aménagement urbain" in *Espaces et sociétés,* n° 131, p. 33-47.

ATAAY, F., (2001)
"Türkiye kapitalizminin mekansal dönüşümü" in *Praksis*, n° 2, p. 53-96.

AYATAÇ, H., (2007)
"The International Diffusion of Planning Ideas: The Case of Istanbul, Turkey", in *Journal of Planning History*, n° 6, p. 114-137.

BARBER, A., HALL, S., (2007)
"Birmingham : renaissance urbaine et nouvelles polarisations spatiales" , in CHIGNIER-RIBOULON, F., SEMMOUD N. (dir.), *Nouvelles attractivités des territoires et engagement des acteurs, Actes de la journée du 21 septembre 2006,* Presses universitaires Blaise Pascal Clermont Ferrand, p. 37-49.

BÉAL, V., ROUSSEAU, M., (2008)
"Néolibéraliser la ville fordiste. Politiques urbaines post-keynésiennes et redéveloppement économique au Royaume-Uni : une approche comparative" , in *Métropoles* n° 4, p. 160-201.

DELPEUCH, T., (2009)
"Comprendre la circulation internationale des solutions d'action publique, panorama des policy transfer studies" , in Critique internationale, n° 43, p. 153-165.

DORIER-APPRILL, E., JAGLIN, S., (2002)
"Introduction. Gestions urbaines en mutation : du modèle aux arrangements locaux" , in *Autrepart*, n° 21, p. 5-15.

DUMOULIN, L., SAURUGER, S., (2010)
"Les policy transfer studies : analyse critique et perspectives", in *Critique Internationale*, n° 48, p. 9-24.

GRAVELAINE, F., DE ,(2006)
"Réalisme oblige - les partenariats en question", in MASBOUNGI (dir.), *Faire la ville en partenariat.* Birmingham, Paris, Editions de la Villette, p. 150-159.

GILBERT A., (2003)
"Learning from others? The spread of capital housing subsidies", *Atelier ESCR Future Governance*, Institute for advance studies 9-10, december 2003.

HALLEUX, J.-M., (2004)
"Le recyclage urbain en partenariat public et privé : le "gap funding" anglais et la revitalisation urbaine wallonne" , in *Bulletin de la Société géographique de Liège*, n° 44, p. 53-64

HARVEY, D., (2006)
Spaces of global capitalism. Towards a theory of uneven geographical development. London & New York, Verso.

JOBERT, B., (1994)
Le tournant néolibéral en Europe, Paris, Éditions L'Harmattan.

KARAKUS, G., (2008)
"Büyükdere Yükseliyor", in *ICON Dergisi*, n°3, p. 43-51.

KEYDER, C., ÖNCÜ, A., (1993)
"Istanbul yol ayriminda", in *Istanbul*, n° 7, p. 28-35.

LAÇINER, S., (2009),
"Turgut Özal period in Turkish foreign policy : Özalism", in *USAK Yearbook of International Politics and Law*, Vol. 2, p. 153-205.

LE GALÈS, P., PARKINSON, M. (1994)
"L'inner city policy en Grande-Bretagne", in *Revue française d'administration publique*, n°71, p. 143-498.

LORRAIN, D., (2010)
"Les marchés dans la ville : vers des hypervilles comme on dit hypermarché ?" [en ligne] http://halshs.archives-ouvertes.fr (consulté le 22.10.2011).

MASBOUNGI, A. (2006)
Faire la ville en partenariat. Birmingham, Paris, Éditions de la Villette.

NASR, J., VOLAIT, M. (eds.), (2003)
Urbanisme Imported or exported. New aspirations and foreign plans, Londres, John Wiley Academy.

ÖÇ, T., TIESDELL, S. (1994)
"Planning in Turkey : the contrasting planning cultures of Istanbul and Ankara" in *Habitat INTL*, Vol. 18, n° 4, p. 99-116.

PEDERSON, L.-H., (2007)
"Ideas are transformed as they transfer : a comparative study of eco-taxation", in *Journal of European public policy*, n° 14(4), p. 59-77.

SAUNIER, P.-Y., (2004)
"Circulations, connexions et espaces transnationaux", in *Genèsis*, n° 57, p. 110-126.

SÖNMEZ, Ü., (2008)
"Market and regulatory reforms in the Turkish case of neoliberalism: maladies of a temporal disjunction" in *ECPR Conference on Re-regulation in the wake of Neoliberalism*, University of Utrecht, Netherlands, 5-7 June 2008.,[en ligne] http://regulation.upf.edu/utrecht-08-papers/usonmez.pdf (consulté 26.12.2010).

STASZAK, J.-F., (2001)
"Présentation: la ville américaine comme miroir", in *Espace et Société*, n° 107, p. 9-14.

STEWART, J., STOKER, G (ed.)., (1989)
The Future of Local Government, London, Macmillan.

TAYLOR, G., (2006),
"Une stratégie urbaine", in MASBOUGI (dir.), *Faire la ville en partenariat*. Birmingham, Paris, Editions de la Villette, p. 107-112.

VERDEIL, E., (2005),
"Expertises nomades au sud. Eclairages sur la circulation de modèles urbains", in *Geocarrefour,* vol. 80, n° 3, p 165-169.

WARD, S.-V., (1999),
"The International Diffusion of Planning; A Review and a Canadian Case Study", in *International Planning Studies*, n° 4/1, p. 53-77.

YERASIMOS, S., (2005)
Azgelismislik Surecinde Turkiye: 1.Dunya Savasindan 1971'e. Istanbul, Belge Yayinlari (publié en français en 1974).

YERASIMOS, S., SOUAMI, T., (2003)
Cultures et Milieux urbanistiques dans le sud de la Méditerranée. Volume 2 : Analyse par pays, rapport de recherche, France : Ministère des affaires étrangères, ISTED, PRUD, [en ligne] www.gemdev.org/prud/rapports/rapport16_2.pdf (consulté 26.12.2010).